

Le 4 Pages

de la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

Les ETI, confiantes dans leur avenir, misent sur l'innovation et l'internationalisation

Les prévisions d'activité des ETI en 2011 sont optimistes, notamment pour celles des services. Les ETI innovantes ou positionnées sur les marchés internationaux ont également des perspectives plus favorables que la moyenne. La demande devrait en outre augmenter en 2011, plus notablement pour les ETI des services et celles implantées à l'étranger. Les ETI envisagent une hausse de leurs effectifs pour 2011 et prévoient d'augmenter à nouveau leurs investissements, notamment par de nombreuses opérations de croissance externe. Pour investir, les ETI feront davantage appel aux banques en 2011. Dans l'ensemble, les ETI prévoient plutôt une amélioration de leur situation de trésorerie.

Les chefs d'entreprises de taille intermédiaire (ETI, cf. encadré 2) anticipent une augmentation de leur activité pour 2011. Ces prévisions optimistes s'inscrivent dans le contexte de reprise économique entamée au second semestre 2009. Pour 2011, la majorité des ETI (56 %) prévoient une hausse de leur activité, seulement 7 % envisagent une diminution. En retranchant la part des opinions pessimistes de celle des

opinions optimistes, on obtient un solde d'opinion (cf. encadré 3) prévisionnel de + 49 (tableau 1).

Les ETI innovantes ou positionnées à l'international ont des perspectives plus optimistes

Ces prévisions optimistes de croissance de l'activité sont comparables quelle que soit la taille des ETI. En revanche, les perspectives diffèrent d'un secteur à l'autre : les ETI des services ont des perspectives particulièrement bien orientées, tandis que celles du commerce, du transport et de l'hébergement, bien que majoritairement optimistes, sont moins fréquemment dans ce cas.

Deux facteurs sont très discriminants quant aux perspectives d'évolution de l'activité : les ETI innovantes (cf. encadré 2) et celles qui sont les mieux positionnées à l'international ont des perspectives plus favorables que la moyenne. Leur présence sur des marchés spécialisés, que ce soit à l'international ou par l'offre de produits nouveaux, permet à ces ETI de rencontrer une demande plus riche.

La demande, jugée morose en 2010, devrait augmenter en 2011

En 2010, 17 % des ETI ont eu un carnet de commandes faiblement garni,

1. Prévision de l'activité et des effectifs des ETI en 2011

	Part des ETI concernées (%)	Solde d'opinion « Évolution du carnet de commandes en 2011 »	Solde d'opinion « Évolution de l'activité en 2011 »	Solde d'opinion « Évolution des effectifs en 2011 »
Secteurs				
Services	29	+ 41	+ 61	+ 40
Commerce/transport/hébergement	36	+ 16	+ 40	+ 17
Industrie/construction	35	+ 33	+ 49	+ 26
Part du CA à l'international en 2010				
Moins de 5 %	54	+ 20	+ 39	+ 21
De 5 % à moins de 25 %	19	+ 37	+ 60	+ 35
25 % ou plus	27	+ 40	+ 59	+ 37
Taille				
Moins de 250 salariés	20	+ 25	+ 46	+ 19
De 250 à 499 salariés	42	+ 28	+ 48	+ 26
De 500 à 4 999 salariés	38	+ 33	+ 53	+ 34
Ensemble des ETI	100	+ 29	+ 49	+ 28

Source : enquête OSEO/DGCIS auprès des ETI.

2. Évolution de l'investissement des ETI en 2010 et prévision 2011

	Solde d'opinion « évolution de l'investissement en 2010 »	Solde d'opinion « évolution de l'investissement en 2011 »
Secteurs		
Services	+ 23	+ 27
Commerce/Transport/Hébergement	+ 34	+ 33
Industrie/Construction	+ 19	+ 32
Présence à l'étranger		
Oui	+ 31	+ 33
Non	+ 20	+ 30
Ensemble	+ 25	+ 31

Source : Enquête Oseo/DCGIS auprès des ETI

54 % normalement garni et 17 % bien garni. Les entreprises très impliquées sur des marchés internationaux (plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'étranger) ont dépassé leurs objectifs en termes d'exportation (solde d'opinion en termes d'exportation à + 12 en 2010), ce qui peut expliquer de moindres difficultés pour ces entreprises en termes de demande.

Pour 2011, les ETI prévoient un carnet de commandes plus garni qu'en 2010. Le solde d'opinion sur l'évolution de la demande en 2011 est nettement positif (+ 29) : 36 % des ETI tablent sur une augmentation, 7 % seulement sur une diminution. D'une manière assez similaire aux perspectives d'évolution de l'activité, cet indicateur est très supérieur à la moyenne dans les activités de services (+ 41), pour les ETI innovantes (+ 37) et pour celles qui font au moins un quart de leur chiffre d'affaires consolidé à l'international (+ 40).

Les perspectives d'évolution des ventes à l'étranger en 2011 sont très optimistes, avec un indicateur à + 53 pour

les ETI fortement internationalisées (au moins un quart des ventes à l'international) et à + 36 pour les ETI moyennement internationalisées (5 à 25 % des ventes à l'international).

Les ETI envisagent une hausse de leurs effectifs pour 2011

Les perspectives de croissance de l'emploi pour 2011 sont plutôt bonnes. En effet, 37 % des ETI pensent accroître leurs effectifs salariés, tandis que 9 % seulement envisagent de les réduire. Le solde d'opinion sur l'évolution des effectifs en 2011 s'établit ainsi à + 28. La croissance des effectifs en France serait comparable quel que soit le niveau d'internationalisation : les entreprises fortement internationalisées bénéficient de la croissance de l'activité dans les pays d'implantation, mais cette croissance ne se fait pas au détriment de leurs implantations en France.

Conformément à leurs prévisions d'évolution de l'activité, les ETI des

services sont celles qui envisagent le plus fréquemment une hausse de leurs effectifs, y compris à l'étranger. En revanche, alors que les prévisions d'activité sont équivalentes quelle que soit la taille des ETI, les plus grandes prévoient plus fréquemment une hausse de leurs effectifs. Les petites ETI, pour lesquelles les prévisions d'évolution d'activité sont bonnes elles aussi, ont peut-être davantage de difficultés à ajuster leurs effectifs à leur niveau d'activité et ont également moins de projets de croissance externe.

Comme en 2010, les ETI prévoient d'augmenter leurs investissements

En 2011, les ETI prévoient une progression de leurs investissements de croissance interne (solde d'opinions à + 31 - cf tableau 2). Ces investissements concernent les investissements physiques, mais aussi immatériels, tels que les dépenses de R & D ou la formation. Cette hausse prévue s'inscrit dans la continuité de 2010, année au cours de laquelle 43 % des ETI ont augmenté leurs investissements de croissance interne, 18 % seulement les ayant diminués. En 2010, les ETI qui ont le plus souvent pratiqué la croissance interne sont les plus grandes et celles implantées à l'étranger. D'un point de vue sectoriel, les ETI du commerce, du transport et de l'hébergement sont celles ayant recouru le plus à la croissance interne, alors même que leurs perspectives d'activité et leurs situations de trésorerie n'étaient pas les meilleures.

De nombreuses opérations de croissance externe prévues en 2011

En 2011, 28 % des ETI envisagent de créer des filiales et 40 % de prendre des participations dans d'autres entreprises. Les grandes ETI et celles des services ont davantage de projets de croissance externe. Les entreprises internationalisées en ont davantage elles aussi, notamment des projets à l'étranger. Plus de 15 % de l'ensemble des ETI envisagent d'investir à l'étranger et plus du tiers de celles qui y sont déjà implantées pensent accroître leur présence internationale. Les zones privilégiées sont l'Europe et l'Asie. Les projets des ETI non encore internationalisées se situent plus souvent en Europe.

3. Modes de financement des ETI en 2010 et prévision 2011

Mode de financement	Part dans le plan de financement en 2010 (en %)	Solde d'opinion « recours aux différents modes de financement en 2011 »
Autofinancement	52	+ 6
Apport en fonds propres	4	- 3
Endettement, concours bancaires	44	+ 27

Source : enquête OSEO/DCGIS auprès des ETI.

4. Situation de trésorerie des ETI en 2010 et prévision 2011

	Solde d'opinion « situation de trésorerie 2010 »	Solde d'opinion « situation de trésorerie en 2011 »
Secteurs		
Services	+ 1	+ 13
Commerce/transport/hébergement	- 3	- 6
Industrie/construction	+ 13	+ 11
Présence à l'étranger		
Oui	+ 3	+ 12
Non	+ 3	+ 1
Ensemble	+ 3	+ 5

Source : enquête OSEO/DCGIS auprès des ETI.

1. Les ETI françaises à l'international

Les ETI françaises réalisent en moyenne 17 % de leur activité à l'international et 46 % d'entre elles réalisent au moins 5 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Plus précisément, 27 % des ETI sont fortement internationalisées : plus du quart de leur chiffre d'affaires est réalisé à l'étranger. Pour 19 % des ETI, l'internationalisation est moyenne : la part des ventes hors de France est comprise entre 5 et 25 %. La majeure partie de l'activité internationale est réalisée au sein même de l'Union européenne : seul un tiers des exportations a pour destination un pays hors de l'Union européenne. La part moyenne de l'activité à l'international est la plus élevée dans l'industrie et la construction (29 %). Elle est en revanche plus faible dans le secteur des services (14 %) et du commerce (7 %).

37% des ETI possèdent au moins une filiale ou coentreprise en dehors de l'Hexagone. Ces filiales situées à l'étranger emploient 16 % des effectifs consolidés des ETI. La part des ETI possédant au moins une filiale à l'étranger est fortement liée au niveau d'activité à l'international : les ETI ayant une faible part de leur activité à l'international ont moins fréquemment une filiale à l'étranger (une sur dix seulement). Par contre, la proportion s'élève à sept sur dix lorsque l'ETI est fortement internationalisée. Ces dernières possèdent d'ailleurs les trois quarts des filiales implantées à l'étranger des ETI.

La nature des implantations à l'étranger (production ou distribution) dépend également du degré d'internationalisation. Les ETI réalisant une faible part de leur chiffre d'affaires en dehors de la France possèdent plus fréquemment soit des filiales de distribution, soit des filiales de production, mais rarement les deux. À l'opposé, 59 % des ETI très internationalisées ont à la fois des filiales de distribution et de production

Les filiales à l'étranger des ETI françaises

Part du chiffre d'affaires à l'international en 2010	Répartition des filiales	Production seule	Distribution seule	Production et distribution
Moins de 5 %	7	31	55	14
De 5 % à < 25 %	18	24	29	47
25 % ou plus	75	16	25	59
Ensemble des ETI avec filiales à l'étranger	100	21	31	48

Source : enquête OSEO/DGCIS auprès des ETI.

Lecture : les ETI dont le chiffre d'affaires à l'international est inférieur à 5 % ne regroupent que 7 % des implantations des ETI à l'étranger. 31 % de ces ETI « peu internationalisées » ont, hors de France, uniquement des filiales de production, 55 % uniquement de distribution et 14 % à la fois de production et de distribution.

Pour investir, les ETI feront davantage appel aux banques en 2011

En 2010, pour répondre à leurs besoins de financement, la moitié des ETI ont eu recours à l'autofinancement et, dans une moindre mesure, à l'endettement (tableau 3). En 2011, l'endettement devrait être utilisé plus intensément. En effet, les investissements de croissance étant prévus en hausse en 2011, les besoins de financement devraient être plus importants qu'en 2010. En revanche, le financement par des apports en fonds propres resterait marginal.

Un accès au financement externe aisé dans l'ensemble

Un quart des ETI ont eu des difficultés à financer leur exploitation courante ou leurs investissements, mais ont pu y faire face. Moins de 4 % des ETI, soit de l'ordre d'une centaine d'entreprises, ont affronté des difficultés très importantes, qui ont pu les amener à annuler ou reporter certains projets. Ces ETI souffrent d'un manque de fonds propres, d'un endettement excessif ainsi que du resserrement des conditions d'accès au crédit. La majorité des ETI n'a néanmoins rencontré aucune de ces difficultés.

2. Méthodologie

Les résultats présentés dans cette étude proviennent de l'enquête de conjoncture auprès des ETI nationales réalisée conjointement par la DGCIS et OSEO. Cette enquête, menée pour la première fois, sera actualisée chaque année.

Le questionnaire a été adressé aux 3 000 ETI nationales début mars 2011. Pour assurer leur représentativité, l'échantillon des ETI répondantes a été redressé par post-stratification selon trois critères :

- la taille ;
- le secteur d'activité ;
- la région.

Définition de l'Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI)

La catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008. Il s'agit des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises* (entreprises employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou le total du bilan 43 millions d'euros) et qui :

- d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 milliards d'euros.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises*.

ETI innovantes

Une entreprise est qualifiée d'« innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R & D ;
- acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développé pour le compte de tiers un produit ou procédé nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

3. Les soldes d'opinion

Les soldes d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...) des entreprises.

Un solde d'opinion est généralement défini comme la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative. Pour chaque question d'intérêt, l'enquête appelle en effet le plus souvent une réponse exprimée par la choix entre trois modalités traduisant une amélioration (opinion positive), un statu quo ou une dégradation (opinion négative).

Année	Thème	Question posée	Modalités proposées
2011	Activité	Prévoyez-vous que votre activité sera ... ?	
	Carnet de commandes	Pensez vous que votre carnet de commandes sera ... ?	
	Effectifs	Prévoyez-vous que l'effectif sera ... ?	- En augmentation - Stable(s) - En diminution
	Exportations	Vous pensez que votre activité export sera ... ?	
	Investissements de croissance interne	Vous pensez que vos investissements physiques et immatériels seront ... ?	
	Situation de trésorerie	Prévoyez-vous que votre situation de trésorerie sera ... ?	- En amélioration - Stable - En dégradation
2010	Recours aux différents mode de financement	Le recours à [Autofinancement/Apports en fonds propres/Endettement] sera-t-il ... ?	- Plus important - Équivalent - Moins important
	Exportations	Par rapport à vos objectifs, vos exportations ont-t-elles été ... ?	- Supérieures - Normales - Inférieures
	Investissements de croissance interne	Par rapport à 2009, vos investissements physiques et immatériels ont été ... ?	- En augmentation - Stable(s) - En diminution
	Situation de trésorerie	La situation de trésorerie globale a-t-elle été ... ?	- Aisée - Normale - Difficile

Les ETI des services et celles implantées à l'étranger prévoient une amélioration de leur situation de trésorerie

En 2010, une ETI sur cinq a eu une situation de trésorerie difficile. La situation a été en revanche aisée pour une sur cinq et normale pour trois sur cinq. Les soldes d'opinion indiquent que la situation de trésorerie a été meilleure en 2010 dans l'industrie et la construction et difficile dans le commerce, transport et hébergement (*tableau 3*). Dans l'ensemble, une amélioration de l'état des trésoreries est escomptée pour 2011, le solde d'opinion prévisionnel étant de + 5. Les ETI des services prévoient plus souvent une amélioration

de leur situation de trésorerie alors que celles du commerce envisagent plus fréquemment une dégradation. Les ETI implantées à l'étranger ont, elles aussi, des perspectives de trésorerie plus favorables.

■ **Stéphanie Boneschi,**
Yannig Pons, DGCIS,
Michel Barreteau,
Catherine Goulmot, OSEO

Pour en savoir plus :

La conjoncture des ETI : enquête annuelle 2011, OSEO, juin 2011. Cette publication présente l'analyse détaillée de l'enquête menée conjointement par la DGCIS et OSEO.

Directeur de la publication Luc Rousseau

Rédacteur en chef
François Magnien
Secrétaire de rédaction
Nicole Merle-Lamoot
Composition par PAO
Brigitte Baroin, Nathalie Palous

**Direction générale de la compétitivité,
de l'industrie et des services**